



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor

ETUDES COMPARATIVES
INTERNATIONALES

Politiques de tourisme

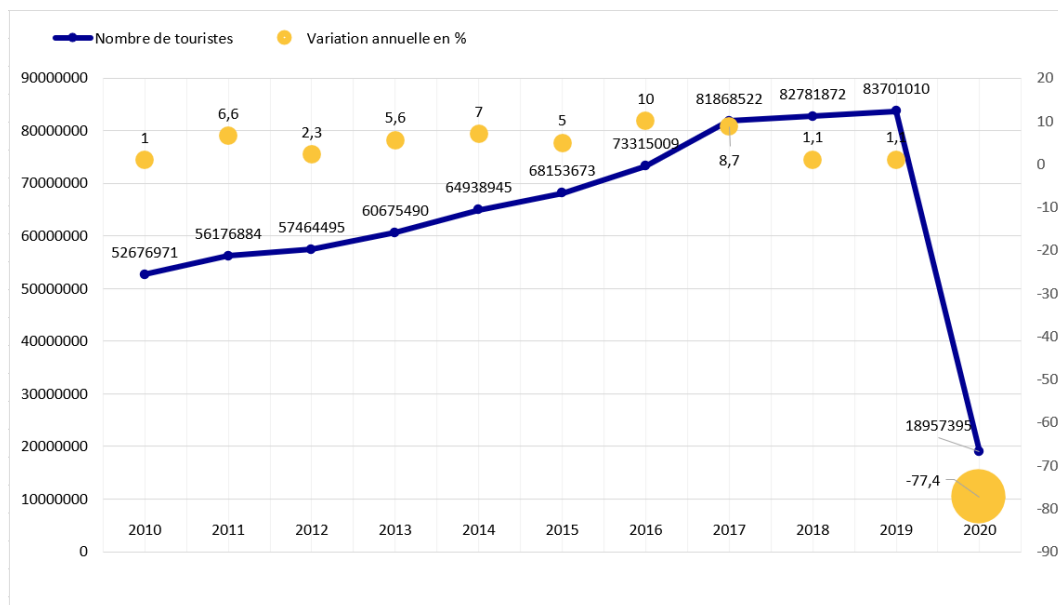
Août 2023

Les services économiques de quinze pays (Australie, Autriche, Canada, Corée, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Italie, Irlande, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Singapour, Suisse) ont été sollicités pour réaliser des travaux de parangonnage concernant les politiques de tourisme. Trois études comparatives internationales, la première portant sur la politique du tourisme dans son ensemble, la deuxième sur les marques de tourisme et la troisième sur les politiques publiques en faveur d'un tourisme durable, ont été rassemblées dans cette synthèse. Les travaux s'intéressaient principalement à trois aspects : (i) l'impact de la crise sanitaire sur le tourisme, (ii) la gouvernance et la promotion du tourisme et (iii) la montée en puissance du tourisme durable.

L'impact de la crise sanitaire sur le tourisme

Dans l'ensemble des pays étudiés, la crise sanitaire a fait chuter l'activité touristique notamment en ce qui concerne le tourisme étranger, comme c'est le cas en Espagne. Au Portugal, l'impact sur le tourisme international a également été brutal : en 2020, la fréquentation touristique a ainsi chuté, avec seulement 10 millions de touristes hébergés (-61% par rapport à 2019), dont 4 millions d'étrangers (-76%).

Evolution du nombre d'arrivées de touristes internationaux en Espagne (2010- 2020)



Source : à partir de données de l'INE [Viajeros, pernoctaciones por tipo de alojamiento por comunidades y ciudades autónomas \(2941\) \(ine.es\)](http://ine.es)

En nombre d'arrivées internationales, les marchés français, espagnol et italien, restent les plus performants d'Europe. Bien que la crise sanitaire ait considérablement limité l'arrivée des touristes internationaux, en 2019, la France se classe au premier rang mondial avec près de 91 millions arrivées internationales. L'Espagne et l'Italie se classent respectivement deuxième et troisième en Europe.

La gouvernance et la promotion du tourisme

Beaucoup des pays sous revue disposent d'un ministère du tourisme chargé de planifier, de coordonner et de promouvoir les politiques touristiques nationales. Depuis le 31 mars 2021 par exemple, l'Italie est dotée d'un ministère spécifique chargé du tourisme. Quand il n'existe pas de ministère entièrement dédié à cet enjeu, la politique touristique est prise en charge par d'autres organismes. C'est le cas en Autriche par exemple, où le tourisme est actuellement rattaché au ministère fédéral du travail et de l'économie (BMAW).

Souvent, les ministères travaillent en collaboration avec des agences gouvernementales qui sont chargées de la promotion du tourisme du pays à l'étranger. En Australie, le rôle du ministère est principalement d'encadrer *Tourism Australia*, l'agence gouvernementale australienne responsable d'attirer des visiteurs internationaux en Australie, à la fois pour des événements de loisirs et d'affaires, dont le financement provient principalement du gouvernement australien. Au Canada, la société d'Etat Destination Canada est l'organisme national de promotion interne et international du tourisme canadien. Il travaille de concert avec les provinces, les municipalités et les professionnels du tourisme pour mettre en avant les destinations touristiques canadiennes.

La montée en puissance du tourisme durable dans les pays étudiés

Dans plusieurs pays sous revue, la crise sanitaire a accéléré la transformation et la modernisation nécessaires du modèle touristique en renforçant sa durabilité (environnementale, socio-économique et territoriale) et sa numérisation. En Espagne par exemple, la crise a déclenché la mise en place des fonds *Next Generation* dédiés à la transition écologique, la transformation numérique, la cohésion territoriale et à l'égalité femmes-hommes. Le tourisme durable constitue aussi une opportunité pour le gouvernement néo-zélandais de faire repartir le tourisme après la pandémie.

Beaucoup des pays étudiés intègrent dans leur stratégie nationale du tourisme la dimension durable et environnementale qui fait souvent partie d'une politique climatique plus globale. En Irlande par exemple, la loi sur l'action pour le climat et le développement à faible émission de carbone de 2021 a fixé des objectifs juridiquement contraignants de réduction des émissions de 51 % d'ici 2030 et a engagé l'Irlande à être climatiquement neutre d'ici 2050. L'industrie dont celle du tourisme devra réduire ses émissions de 35%. La Norvège porte la stratégie la plus ambitieuse avec comme objectif la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées au secteur du tourisme de 50% d'ici 2030.

Les transports, correspondant à la première source d'émission de CO2 de l'activité touristique, sont souvent visés par les stratégies gouvernementales pour réduire l'empreinte climatique du tourisme. En Italie, l'ensemble de l'activité touristique génère 7,9% des émissions de gaz (soit 25,6 millions de tonnes de CO2), dont 65,7 % par les transports des passagers (transport ferroviaire, routier, maritime et aérien tous confondus), 8,7 % par les structures d'hébergement et 0,9 % par le secteur de la restauration. Dans le tourisme norvégien, 25 % de l'empreinte climatique provient du commerce territorial (services et biens achetés à destination) et 75 % du transport, c'est-à-dire les trajets vers et depuis la destination. L'empreinte CO2 du transport des visiteurs vers, depuis et à l'intérieur de la Norvège sera réduite de 10 % par an, avec les chiffres de 2019 comme point de départ. L'Irlande envisage de verdir ses

transports avec la « National Cycling Strategy » qui prévoit un réseau cyclable couvrant plus de 3 500 km de pistes sillonnant le pays et reliant plus de 200 villages et villes.

Au-delà des **financements** pour appuyer ces stratégies - l'Autorité nationale du développement du tourisme irlandaise, Failte Ireland (Bienvenue en Irlande) a reçu en 2023 une dotation de 3 millions d'euros pour les actions de matière de durabilité – de nombreuses **labélisations** sont mises en œuvre pour encourager le tourisme durable. Dans l'ensemble des pays sous revue, à l'exception de Singapour, il existe au moins un label, de nature public ou privé, consacré à la durabilité du tourisme. En Norvège, le système de labélisation « destinations durables » des destinations de tourisme durable, pris en charge par « Innovation Norway », entreprise publique norvégienne qui assure la fonction d'organisation nationale du tourisme, est principalement financé par le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Pêche, mais reçoit également des fonds d'autres ministères et comtés. Ce label permet de communiquer sur le fait que ces destinations sont engagées dans un travail à long terme pour une durabilité accrue du tourisme. En Espagne, la marque de durabilité du tourisme « Marca S » a été mise en place fin 2021 pour aider les établissements, les entreprises et les destinations touristiques en Espagne à intégrer les objectifs de développement durable.

La France dispose seulement de deux marques nationales du tourisme, Qualité Tourisme et Tourisme & Handicap, qui sont aujourd'hui un peu datées et en perte d'audience. L'existence d'un label dédié à la durabilité dans la quasi-totalité des pays étudiés pourra alimenter la réflexion sur la modernisation de ces outils dans un contexte préolympique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau PILOT
Contributeurs : SER d'Athènes, SER de Canberra, SER de Berlin, SER d'Ottawa, SER de Madrid, SER de Washington, SER de Rome, SER de Tokyo, SE de Séoul, SE de Vienne, SE de Dublin, SE de Lisbonne, SE de Berne, SE d'Oslo.
Date : Août 2023